



Une indemnisation chômage plus courte pour les salariés signataires d'une rupture conventionnelle

Comme vous le savez suite à l'envoi hier d'un communiqué commun des organisations patronales, **l'avenant n°3 du 25 février 2026 au Protocole d'accord du 10 novembre 2023 relatif à l'assurance chômage (ci-joint) est ouvert à la signature jusqu'au 23 mars 2026, pour ensuite être transposé par voie législative.**

Ce texte précise notamment les **dispositions spécifiques qui encadrent l'indemnisation et l'accompagnement des salariés privés d'emploi qui s'inscrivent à France Travail après une rupture conventionnelle individuelle.**

La CFDT, la CFTC, **l'U2P**, le MEDEF et la CPME présenteront un **avis favorable** à leurs instances respectives. Force ouvrière n'a pas émis d'avis et réserve sa décision après la réunion de son Bureau confédéral. La CGT et la CFE-CGC ne seront pas signataires.

Cet avenant prévoit de **réduire la durée maximale d'indemnisation chômage après une rupture conventionnelle et instaure un accompagnement renforcé par France Travail en vue de permettre un retour à l'emploi rapide.**

Une durée d'indemnisation plus courte suite à une rupture conventionnelle individuelle

Actuellement, les salariés ayant signé une rupture conventionnelle individuelle sont soumis aux règles générales de l'assurance chômage, avec application des durées maximales d'indemnisation chômage de droit commun.

Avec l'avenant, les salariés ayant conclu une rupture conventionnelle relèveraient d'un **régime spécifique d'indemnisation**, qui fixerait des **durées maximales d'indemnisation chômage plus courtes que celles de droit commun**. Ces durées maximales passeraient ainsi à :

- **15 mois pour les allocataires âgés de moins de 55 ans**, contre 18 mois actuellement en application du droit commun,
- **20,5 mois pour les allocataires âgés de 55 ans et plus**, contre actuellement 22,5 mois pour les allocataires âgés de 55 à 56 ans et 27 mois pour les allocataires âgés de 57 ans ou plus en application du droit commun.

Des durées maximales d'indemnisation particulières seraient prévues pour les **allocataires résidant en outre-mer, hors Mayotte**, avec des plafonds de 20 mois pour les moins de 55 ans et de 30 mois pour les 55 ans et plus.

Comme dans le régime général, **ces durées pourraient être adaptées à la hausse en cas de conjoncture défavorable du marché du travail** (taux de chômage supérieur à 9 % ou progression de plus de 0,8 % sur un trimestre).

Une exception pour les allocataires de 55 ans et plus

Le projet d'avenant permet aux allocataires de 55 ans et plus de **demandeur une prolongation de leur indemnisation**, dans les limites maximales du régime de droit commun.

Cette demande serait étudiée **lors de l'examen de situation organisé dans le cadre du suivi renforcé** intervenant au cours du 12^e mois d'indemnisation, **sous condition de l'appréciation par France Travail** des démarches effectives entreprises par l'allocataire pour la réalisation de son projet professionnel.

Un accompagnement renforcé de France Travail

Les salariés admis à l'assurance chômage après une rupture conventionnelle individuelle feraient l'objet d'un **accompagnement « personnalisé et intensif »** pour la définition de leur projet professionnel.

Cet accompagnement renforcé, qui doit permettre d'accélérer le retour à l'emploi de l'allocataire, se traduirait par toute une série de **démarches visant à justifier la mise en œuvre du projet professionnel** : périodes d'échanges avec le conseiller France Travail, actions d'immersion, formation, validation des acquis de l'expérience (VAE), toutes autres prestations proposées par France Travail, reprises d'emploi, créations d'entreprises (avec activité justifiée), candidatures régulières spontanées ou à des offres d'emploi.